

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Des actions originales

**A** LONGWY, les sidérurgistes occupent le relais de télévision et diffusent des diapositives sur les écrans lorrains. A Paris, 500 employés de banques envahissent la bourse... Ces actions montrent que de nombreux travailleurs veulent traduire leur colère et leur combativité en luttes efficaces. Ils ne se satisfont plus des traditionnels défilés dans le « calme et la dignité ».

Quelle forme de lutte mettre en pratique pour faire céder le pouvoir, pour imposer les revendications ? Là est la question.

Ainsi, à Longwy, à 20 h 15, mercredi dernier, plusieurs dizaines de sidérurgistes CFDT pénétraient dans le relais de télévision et l'occupaient. Après s'être fait expliquer le maniement des appareils par le technicien de garde séquestré pour la cause, les sidérurgistes arrêtaient le programme d'Antenne 2 à 21 h 10. Depuis jeudi, ils diffusent un programme composé de diapositives.

La première émission est constituée de vues de hauts-fourneaux et d'usines, la deuxième explique les raisons de la lutte et la troisième appelle les habitants de la région à venir visiter le relais occupé. Le soir-même de l'occupation, plusieurs dizaines de personnes faisaient la queue au relais pour le visiter.

C'était pour répondre au refus de la direction de la télévision d'accorder aux sidérurgistes cinq minutes d'antenne au niveau national pour exposer leurs problèmes et revendications.

Second exemple : à la fin de la manifestation qui a conduit jeudi matin environ quatre mille manifestants de la rue Lafayette à la Bourse après un parcours dans le quartier de l'Opéra, l'intersyndicale ordonnait la dispersion ; les manifestants ne bougeaient pas ; quelques uns commençaient à enfoncer les grilles de la Bourse.

Le service d'ordre de la manifestation s'y opposa. Ils appelèrent alors les autres manifestants à la rescousse. Bientôt, les grilles étaient brisées et petit à petit, à l'appel des plus décidés, plus de cinq cents employés de banque montaient l'escalier de l'un des temples de la finance. Ils pénétraient dans la Bourse à l'heure de la cotation des titres. Ils demandent la cotation de leur salaire, de quoi animer quelque peu la séance !

Suite page 4  
Henri MAZERAU

# La ferme riposte de la Chine

*«Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité»*

**L**A Chine poursuit sa vigoureuse riposte aux provocations perpétrées de longue date à sa frontière et sur son territoire par le Vietnam. Cette contre-attaque suscite un certain nombre de questions. Quels objectifs la Chine doit-elle toucher pour imposer la paix et la tranquillité à la frontière ? Combien de temps cette contre-attaque va-t-elle durer ? Comment la Chine a-t-elle apprécié et mesuré les risques de représailles soviétiques et leur caractère limité ? La presse ne va-t-elle pourtant pas jusqu'à parler de risque de guerre mondiale ? C'est à ces questions que nous essayons de répondre en page 3.



Sur cette photo, des habitants vietnamiens d'origine chinoise sont refoulés par les autorités vietnamiennes. Ce n'était qu'un prélude. Depuis des mois le Vietnam se livre à d'incessantes provocations armées contre la Chine.

Un projet du conseil des ministres de cette semaine

## «La formation en alternance» à combattre d'urgence

Un nouveau mot va peut-être entrer dans le vocabulaire des collégiens : « Je suis en alternance » mi-travailleur, mi-élève.

Le conseil des ministres, réuni mercredi 21 février, a exposé un projet de scolarité s'appuyant sur une formation à l'école et en entreprise : « La formation en alternance ».

Elle n'interviendrait que pour les jeunes de 16 ans. Mais la fameuse loi Royer qui « autorise le travail aux jeunes dès 14 ans » sévit toujours. Il se pourrait alors que des jeunes de 14 ans subissent le joug de cette formation en alternance. C'est du reste sur cette même loi que s'appuient les contrats d'apprentissage et dans d'autres proportions les classes préparatoires à l'apprentissage et les classes professionnelles de niveau.

Celle-ci répond parfaitement aux besoins du patronat, exprimés le 29 novem-

bre et le 19 décembre à Desmerville : « d'élaborer une formation alternée » calquée sur ses besoins en main-d'œuvre.

La bourgeoisie a en effet créé l'école pour répondre à deux de ces besoins : faire passer son idéologie et modeler la future main-d'œuvre aux nécessités de son industrie.

Actuellement, l'industrie a besoin, grosso modo, de deux types de travailleurs : des gens qualifiés issus de LEP-CET, en fait sortis surtout des classes de techniciens supérieurs, et de travailleurs non-qualifiés, des OS.

La formation en alternance, l'apprentissage vont répondre à ce deuxième type d'exigence. C'est dans cette même optique que le ministère de l'Éducation semble-t-il, abaisse progressivement le niveau des CAP et des BEP. La déclaration

d'Yvon Choïard, un des vice-présidents du CNPF, confirme cette hypothèse : « Les programmes d'enseignement technologique définis au niveau national ont de moins en moins de chance de ressembler aux qualifications recherchées par le patronat ».

Par ailleurs, le patronat a besoin, parfois, d'un type de main-d'œuvre bien précis, le ministère de l'Éducation a également prévu cette éventualité : « La participation de professionnels aux jurys d'examen seront renforcés ». Ceci signifie que le patronat décide de quel enseignement ont besoin ses futurs ouvriers. Le tandem Legendre, secrétaire d'État au Travail et Beullac, ministre de l'Éducation nationale, ancien ministre du Travail, auteurs du projet de la formation alternée illustre bien la pénétration du patronat dans les affaires édu-

catives de l'État et la docilité de l'Éducation nationale à se plier aux nouvelles exigences de l'industrie.

Le patronat pèse de tout son poids également pour le rendement des études universitaires, puisqu'insensiblement, les diplômes universitaires ne sont monnayables que dans certaines industries. L'université de Saint-Maur, dans la région parisienne, a été la promotrice de ce type de débouchés.

Mais la cassette « formation en alternance » pourrait receler d'autres trésors pour les patrons.

Le projet de loi n'explique pas clairement quel sera le statut de l'élève en formation alternée. Il y a de fortes chances que l'élève connaisse le sort du caméléon, changeant de couleur selon le décor, changeant de statut selon le contexte.

Statut de travailleurs, pour le rendement, pour la

Suite page 4

Impôts sur les revenus

Les gros les moins taxés

(Voir article page 6)

Elections jeudi en Espagne

# Une date importante pour la démocratie

L'ORT (Parti marxiste-léniniste) participe activement

**J**EUDEI prochain auront lieu en Espagne les élections des députés et des sénateurs. Elles revêtent un caractère particulièrement important et cela pour diverses raisons. D'une part elles sont les premières depuis l'adoption de la Constitution, et représentent une phase importante dans le démocratisation du pays qui progresse non sans difficultés. D'autre part, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, parti marxiste-léniniste, participe activement à ces élections, en se présentant dans toutes les circonscriptions. Ce parti représente aujourd'hui une réelle force politique dans le pays.

Depuis la mort de Franco en novembre 1975, l'Espagne s'est acheminée vers un régime de démocratie bourgeoise.

Une première étape importante de cette évolution s'est produite avec les élections législatives de 1977. Ces élections ont amené au Parlement une forte majorité pour l'UCD, le parti gouvernemental. Il contrôlait 45 % des sièges. Ce dernier a profité largement d'un découpage électoral en sa faveur et du fait que les partis politiques de gauche, légalisés depuis peu, n'avaient pu contrebaler la propagande gouvernementale.

L'étape suivante fut l'élaboration de la Constitution destinée à mettre fin définitivement dans les textes, au régime franquiste qui a dominé l'Espagne pendant plus de trente ans. Cette Constitution élaborée, non sans difficultés, a été adoptée définitivement le 6 décembre 1978 par un référendum où près de 90 % des votes se sont exprimés en faveur du « oui ». Peu après, étaient annoncées les dates des élections législatives et sénatoriales (le 1er mars) et des élections municipales (le 3 avril).

## DEMOCRATISATION ... MAIS LE FASCISME N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Cette démocratisation du pays s'est faite lentement et elle se heurte toujours à de nombreuses difficultés. En effet, le franquisme conserve de nombreux adeptes, notamment au sein des forces armées et de la police. De plus si pour des raisons d'ordre économique, la majeure partie de la bourgeoisie est favorable à une démocratisation, il demeure une frange fidèle aux idées de Franco.

Elle soutient les partis d'extrême droite dont le plus important est l'Alliance populaire. On a pu remarquer qu'à chaque nouvelle étape vers la démocratie, s'est produit une fuite des capitaux, aggravant ainsi la crise économique qui

frappe de plein fouet l'Espagne depuis 1976.

Les difficultés économiques et le terrorisme sont autant d'arguments aux mains des fascistes encore capables de rassembler des centaines de milliers de personnes et même de se lancer dans des tentatives de coup d'Etat comme ce fut le cas peu avant le référendum de la Constitution en décembre dernier.

Ce danger fasciste qui demeure vivant sera la toile de fond de ces élections.

## LE GOUVERNEMENT SUAREZ

L'attitude du gouvernement Suarez face à tous ces problèmes n'a pour conséquence que de les prolonger ou même de les aggraver. Au lieu de mobiliser, de faire campagne contre le danger fasciste, le gouvernement étouffe l'affaire. Si des sanctions sont effectivement prises contre des responsables de l'armée qui se comportent comme au temps de Franco (et encore ces sanctions sont rares), il organise un véritable mur de silence autour des exactions commises.

De même, en refusant d'accorder au peuple basque les droits légitimes que celui-ci réclame, le gouvernement porte une large responsabilité dans le développement du terrorisme.

Sa politique économique est, comme dans tous les pays capitalistes, orientée pour satisfaire les intérêts des capitalistes aux dépens des travailleurs. Le Pacte de la Moncloa, sorte de plan de lutte contre le chômage signé entre le gouvernement et les partis tels que le PSOE et le PCE, n'a eu pour conséquence que d'accroître le chômage. L'inflation se situe toujours entre 25 % et 30 %. L'Andalousie, une région située au sud de l'Espagne, est particulièrement touchée par la crise.

Depuis le début du mois de janvier, d'importantes luttes ouvrières se sont déroulées avec, pour but principal, des augmentations de

salaires afin de limiter la baisse du niveau de vie dont sont victimes les travailleurs.

Défendre les travailleurs, défendre la démocratie et la souveraineté nationale, tels sont les thèmes de la campagne électorale qu'ont menée les camarades de l'ORT.

## LA CAMPAGNE ELECTORALE DE L'ORT

L'ORT se présente dans toutes les circonscriptions électorales. On sait d'ores et déjà que le mode de scrutin est tel qu'il favorise les grands partis aux dépens des plus petits et bien sûr, il a l'avantage avant tout l'UCD, le parti gouvernemental.

En 1977, l'UCD a obtenu presque la moitié des sièges de députés alors qu'il n'avait recueilli qu'à peine plus du tiers des suffrages exprimés.

Malgré ces obstacles classiques dans une démocratie bourgeoise, l'ORT espère obtenir des résultats positifs, et qui sait, un ou plusieurs députés.

En effet, l'audience de l'ORT n'a cessé de croître ces dernières années.

Aujourd'hui, c'est un parti « sur lequel il faut compter ». Samedi 17 février, l'ORT a organisé une fête à Madrid. 30 000 personnes y ont participé. Elle a également organisé des réunions, à l'occasion des élections, en Allemagne et en France. Rappelons qu'en France, il y a 265 000 travailleurs immigrés espagnols ; ils sont 160 000 en Allemagne. Lors de la réunion organisée à Paris, à la Maison d'Espagne, l'ORT a présenté son programme en insistant notamment sur les problèmes de l'émigration.

Après avoir dénoncé les multiples promesses du gouvernement non tenues à ce sujet, l'ORT s'est prononcée en faveur de la constitution d'un congrès de l'émigration avec un conseil consultatif, le rapprochement des émigrés et des Espagnols du pays, leur participation à la vie politique et à la défense de leurs intérêts. Elle propose à cet effet plusieurs mesures concrètes telles que l'aide à l'éducation de leurs enfants en France, le droit de voter dans les consulats. Actuellement, sept Espagnols sur huit ne peuvent voter et rares sont les votes qui arrivent jusqu'en Espagne.

Nous souhaitons que l'ORT remporte des succès dans cette nouvelle bataille qui lui permettra, à coup sûr, d'accroître son audience auprès des travailleurs espagnols.

Evelyne LE GUEN

Inquiétude dans la Corne de l'Afrique

# La Somalie menacée par l'URSS



Fin 1977, la Somalie demande aux Soviétiques de quitter le pays. Manifestation populaire de soutien à cette initiative

**L**A situation semble évoluer de façon inquiétante dans la corne de l'Afrique où l'on est en droit de se demander si Moscou ne se prépare pas à faire rééditer par l'Ethiopie et contre la Somalie, le scénario qui a servi de prétexte aux Vietnamiens pour envahir le Kampuchea.

Trois faits importants viennent en effet de survenir en moins de huit jours d'intervalle.

Tout d'abord, l'Ethiopie a signé un accord avec le Kenya. Cette nouvelle serait tout à fait normale s'il n'apparaissait pas comme une évidence à tous les observateurs que cet accord est principalement dirigé contre la Somalie.

Le Kenya a en effet depuis très longtemps des problèmes avec la Somalie, problèmes issus du découpage impérialiste de la région et qui a laissé en suspens des querelles dues au découpage artificiel d'ethnies.

Ces difficultés n'étaient cependant jusqu'ici pas très graves. Elles pourraient cependant le devenir si un pays tiers s'essayait à jeter de l'huile sur le feu, et c'est bien ainsi que beaucoup ont analysé ce subit penchant de l'Ethiopie envers le Kenya.

Deuxième fait, l'URSS et l'Ethiopie viennent de ratifier un traité qui, bien entendu, en parole « ne vise aucun pays tiers », mais dont on ne peut s'empêcher de penser qu'il ressemble beaucoup à celui signé entre Moscou et le Vietnam deux mois avant l'agression du Vietnam contre le Kampuchea.

Le troisième fait, enfin, et de loin le plus significatif : l'Ethiopie vient d'annoncer la création sur son territoire d'un « Front de salut somalien » qui disposerait dès maintenant d'une radio, émettant sur la même longueur d'ondes que la radio éthiopienne et qui disposerait dès maintenant d'une force armée de 2 000 hommes.

A ce niveau, le parallèle avec la tactique utilisée par les Vietnamiens comme paravent à leur agression au Kampuchea est tellement évident que la manœuvre paraît grossière.

Elle n'en est pas moins à prendre extrêmement au sérieux quand on sait l'im-

portance que les protecteurs soviétiques du régime sanguinaire éthiopien attache à la région de la corne de l'Afrique.

Les Soviétiques, qui y disposaient, il y a encore moins de deux ans, d'une base militaire, à Berbera, se sont en effet fait chasser de Somalie quand le cynisme de leur jeu dans la corne est devenu évident. Ils n'ont pas désarmé depuis, ni désespéré de reconquérir leurs positions.

En avril dernier, c'est une tentative de coup d'Etat qui avortait à Mogadiscio. Depuis, ce sont des incidents de frontière perpétuels qui

éclatent à la frontière somalo-éthiopienne. Il n'est pas difficile de voir dans un cas comme dans l'autre l'œuvre du Kremlin.

Venant après l'agression vietnamienne contre le Kampuchea, ces nouveaux préparatifs de guerre que fomentent Moscou, en utilisant le même prétexte, ne manqueront pas de jeter un nouvel éclairage sur les manœuvres et la tactique du social-impérialisme pour renverser les Etats qui osent s'opposer à son hégémonie en utilisant, pour faire son sale travail, un pays tiers comme bras armé.

Expliquant à Radio Mogadiscio les raisons qui l'avaient poussé à expulser les militaires soviétiques de Somalie, le président somalien Siad Barre, disait, en novembre 1977 : « Je voudrais dire au peuple somalien que l'Union soviétique est devenue l'ennemi numéro un du peuple somalien. Le traité d'amitié et de coopération devait être basé sur le respect mutuel. Cependant, l'URSS s'est écartée de cette voie en s'opposant ouvertement aux intérêts du peuple somalien. C'est ce qui nous a obligés à prendre la décision d'abroger ce traité. L'URSS a essayé de créer la zizanie et de semer la discorde entre la Somalie et les autres pays africains, mais ces tentatives de l'URSS n'ont pas réussi... L'URSS tente de forcer chaque pays à ses ordres. Quiconque refuse de le faire est inmanquablement qualifié de réactionnaire et de rebelle. L'URSS est donc une puissance arrogante et hégémoniste ».

## Sur Radio-libre 95

### Une émission sur les dissidents des pays de l'Est

**M**ERCREDI soir, Radio libre 95 a organisé une émission sur les dissidents des pays de l'Est. Des témoignages de dissidents ont d'abord été diffusés qui faisaient — chacun à sa manière — apparaître la répression en URSS et en Europe de l'Est et aussi la lutte qui s'y mène. Puis une « table ronde » a été l'occasion d'un vif débat sur la question centrale : « Est-ce que la dégénérescence en Union soviétique signifie l'échec du marxisme ? ».

Elle a réuni autour des animateurs de Radio libre

95, une dissidente soviétique, Nathalie Gorbanevskaya, qui avait participé sur la Place rouge, le 25 août 1968, à la manifestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, ainsi que des représentants de la revue Communiste, du Quotidien du peuple et de l'Humanité rouge.

Radio libre 95 diffusait à partir de son studio (de fortune), dans le Val d'Oise. Ses animateurs estiment le nombre des auditeurs à plusieurs centaines. Des appels téléphoniques ont d'ailleurs eu lieu pendant l'émission et les auditeurs ont posé des questions aux participants.

DANS L'ACTUALITE

# La fermeté chinoise doit-elle inquiéter ?

**L**A vigoureuse riposte de la Chine aux provocations armées perpétrées depuis de longs mois par les dirigeants vietnamiens à ses frontières donne lieu à de nombreux commentaires des mass-média, souvent propres à favoriser incompréhension et inquiétude. Certains évoquent « la veille de la troisième guerre mondiale », d'autres « l'engrenage » incontrôlable qui provoquerait l'ouverture d'un conflit généralisé à partir d'une intervention soviétique. Ces commentaires amènent deux sortes de questions. Est-il vrai que le conflit soit porteur d'une nouvelle guerre mondiale ? Et doit-on s'inquiéter de l'attitude chinoise ?

En effet, si l'URSS avait besoin d'un prétexte pour déclencher une guerre contre la Chine, les provocations vietnamiennes auraient permis de jouer ce rôle. S'il n'en est rien, c'est que précisément il s'agit d'autre chose. Car la menace d'une troisième guerre mondiale existe bel et bien mais cette nouvelle conflagration mûrit aujourd'hui sur le terrain de la rivalité américano-soviétique pour la domination mondiale, pas ailleurs.

En tout cas, ce troisième conflit mondial en préparation ne surgira pas d'une prétendue rivalité sino-soviétique. Cette version des tensions qui animent le

monde abondamment répandue en Occident ne correspond qu'à une seule réalité, celle du désir aussi lâche que vain de certains milieux impérialistes de l'Ouest de détourner le bruit des bottes soviétiques vers l'Est.

Quand l'URSS fomenta complots, coups d'Etat et interventions du Proche Orient à l'Afrique, est-ce pour régler un compte avec la République populaire de Chine ? Lorsque Brejnev poursuivit avec acharnement la course aux armements avec l'Ouest, est-ce pour se mesurer à la République populaire de Chine ? Et quand

Suite page 4

## L'objectif de la Chine

# Assurer la paix et la tranquillité à ses frontières

**A**LORS que des renforts de troupes vietnamiennes gagnent le nord du Vietnam et qu'une bataille importante avec les troupes chinoises n'est pas à exclure, le président chinois, Hua Guofeng, a réaffirmé en présence d'une délégation yougoslave que l'action chinoise à la frontière sino-vietnamienne resterait limitée et ne serait pas développée.

Toutefois, six jours après le déclenchement de la riposte chinoise aux incessantes provocations vietnamiennes contre ses territoires, une partie de l'opinion publique s'interroge sur ce que la Chine entend par action « limitée dans le temps et dans l'espace ».

Pour mieux répondre à cette interrogation, il n'est pas inutile de revenir sur le pourquoi de la riposte chinoise et ses objectifs.

Comme l'indique la déclaration du gouvernement chinois annonçant la contre-attaque : « Ces dernières années, les autorités vietnamiennes, tout en se livrant avec frénésie à des activités anti-chinoises et au renouveau des ressortissants chinois, n'ont cessé de lancer des provocations armées et d'entreprendre des actes d'hostilité dans les régions frontalières chinoises ».

A maintes reprises, tant sur le problème des ressortissants que des incursions armées contre la Chine, le gouvernement chinois avait proposé de régler les différends pacifiquement.

En vain : le Vietnam, soutenu par Moscou, se faisait de plus en plus arrogant, menaçant la paix et la sécurité aux frontières chinoises.

Dans ces conditions, continuer à se laisser malmené, sans réagir, revenait à encourager les actes d'agression vietnamiens et compromettrait de plus en plus un retour à la paix dans la région. C'est la raison qui a motivé la riposte chinoise lancée samedi dernier.

### POUR RÉTABLIR LA PAIX

Quant aux objectifs poursuivis par cette contre-attaque de la Chine, ils sont simples : rétablir la paix et la tranquillité à la frontière. Comme l'a déclaré la Chine : « Le gouvernement chinois exige solen-

nellement des autorités vietnamiennes la cessation immédiate de leur invasion armée et de toutes leurs activités de provocation et de sabotage dans les régions frontalières chinoises, le retrait de tout leur personnel armé des territoires chinois qu'elles ont illégalement occupés ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine ».

Et puisque le Vietnam s'est toujours refusé à régler ces questions pacifiquement il faut l'y contraindre en recourant à un certain nombre d'actions militaires susceptibles de rabattre son arrogance. La destruction de trois bases de missiles vietnamiennes pointés vers la Chine et la mise hors d'usage des quatre autres contribuent, par exemple, à donner un coup d'arrêt aux menaces vietnamiennes contre la Chine.

### AVOIR DES GARANTIES SUFFISANTES

Mais il peut être nécessaire de poursuivre pendant un laps de temps limité cette riposte pour parvenir à l'objectif fixé. Alors, « après avoir contre-attaqué comme il se doit les agresseurs vietnamiens, les troupes de la défense frontalière chinoise s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie ? Déjà en 1962, lors du

conflit frontalier sino-indien, l'armée chinoise avait été contrainte d'opérer de la même manière : un mois avait été nécessaire pour avoir des garanties suffisantes sur la sécurité de la frontière.

### PAS QUESTION D'OCCUPATION

Aujourd'hui pas plus qu'hier, il n'est question pour l'armée chinoise de s'installer sur le sol vietnamien, de l'occuper d'un bout à l'autre du pays, de prendre la capitale ou de renverser le gouvernement de Hanoï.

Limiter les actions militaires aux régions frontalières et se retirer rapidement avec un minimum de garanties de sécurité pour l'intégrité territoriale de la Chine : c'est ce qu'a déclaré la Chine dès le début de sa contre-attaque et cette position n'a pas varié d'un pouce, depuis. La Chine ne revendique pas le moindre mètre carré de sol vietnamien.

### UN ACTE COURAGEUX MAIS NON TEMÉRAIRE

Ce faisant, la Chine montre au Vietnam, à son protecteur, l'URSS, et aussi à tous les pays du monde, en particulier ceux qui sentent peser sur eux le rapprochement du danger hégémoniste russe, qu'elle n'a pas peur des agresseurs, même s'ils sont protégés par la superpuissance aujourd'hui la plus agressive. Elle donne ainsi une leçon de courage aux pays menacés et elle porte un coup sévère à l'hégémonisme.

Mais ce courage n'est pas synonyme de témérité : par le caractère limité dans le temps et dans l'espace de sa riposte aux agressions vietnamiennes, la Chine n'a pas pris le risque d'une intervention massive de l'URSS, qui entraînerait une internationalisation du conflit, même si quelques opérations de représailles de l'armée soviétique à la frontière nord de la Chine ne sont pas à exclure.

Claude LIRIA

## A propos des condamnations de l'agression vietnamienne au Cambodge

**D**ANS notre édition datée du 13 et 14 janvier, nous avons publié un appel que nous avons envoyé un certain nombre de personnalités condamnant l'agression du territoire cambodgien par le Vietnam. Voici de nouveau le texte de cet appel :

« Nous, qui par le passé avons soutenu les luttes des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge contre l'agression américaine, indépendamment de nos jugements respectifs, parfois opposés, sur ce qui s'est passé au Cambodge de 1975 à 1978, condamnons l'occupation de ce pays par l'armée vietnamienne, la dénonçons comme une atteinte intolérable à l'indépendance d'un Etat et d'un peuple qu'aucun argument quel qu'il soit ne saurait légitimer.

L'agression vietnamienne actuelle ne résoudra aucun des problèmes intérieurs du Cambodge, pas plus qu'en 1968 l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie n'a permis de régler ceux du peuple tchèque.

La grave situation créée aujourd'hui dans le Sud-Est asiatique est contraire aux intérêts respectifs des peuples cambodgien, lao et vietnamien.

Profondément émus et indignés par cette intervention, nous exigeons du gouvernement vietnamien le retrait immédiat de ses troupes du territoire cambodgien, afin que ces peuples retrouvent une paix chèrement conquise dans leurs luttes contre l'impérialisme américain.

Comme le déclarait le président, Ho Chi Minh : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

Suite à la publication de cet appel dans notre journal, nous avons reçu la lettre de remerciement suivante :

« Monsieur le directeur et chers amis, Nous vous remercions d'avoir bien voulu passer notre appel dans votre quotidien daté du 13 et 14 janvier. Suite à cette parution, plus celles d'autres journaux comme Libération et Le Monde, nous avons reçu de très nombreuses signatures de tous les milieux : ouvrier, paysan, personnalités démocratiques, syndicalistes. Ceci est un grand encouragement pour le soutien à la lutte du peuple cambodgien.

Veillez recevoir, chers amis, nos salutations militantes.

Pour les premiers signataires, M. Andrei Envoyer les signatures (avec adresse s'il vous plaît) à : R. Andrei, 8 rue du Sud, 13003 Marseille CCP 534212 ».

## «Ramène moi à la maison»

**Q**UAND le gouvernement chinois déclare : « Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité », ce ne sont pas des paroles en l'air. Pendant de mois, les paysans des villages frontaliers avaient dû abandonner leur maison pour fuir les provocations armées vietnamiennes.

Aujourd'hui, grâce à la riposte chinoise, ces mêmes paysans peuvent regagner leur village et reprendre la production.

Voici le cas, rapporté par l'Agence Chine nouvelle, d'un petit village chinois, séparé du Vietnam par une rivière. Le 11 décembre dernier, des militaires vietnamiens ont mitraillé le village, les maisons ont été endommagées et des animaux tués. Les 143 habitants ont dû abandonner leur foyer pour se réfugier dans les forêts, à cinq kilomètres de là. Pendant deux mois, ils ont connu le froid et la faim habitant de petites huttes. Voici ce qu'a raconté un vieux milicien : « Je me rappelle que dans la guerre antifranaçaise du peuple vietnamien, deux cents guerilleros vietnamiens avaient trouvé refuge dans notre village. Nous leur avions servi notre riz. Qui aurait pu penser que les autorités vietnamiennes nous mettraient aujourd'hui dans l'impossibilité de vivre chez nous-mêmes et de cultiver nos champs ? »

A la nouvelle de la contre-attaque des gardes-frontières chinois, une vieille paysanne de 86 ans a dit à sa petite-fille : « Nous ne craignons plus. Dépêche-toi de me ramener à la maison ».

## ENSEIGNEMENT PAR ALTERNANCE



# La fermeté de la Chine doit-elle inquiéter ?

Suite de la page 3

le Pacte de Varsovie masse aux frontières de l'Europe occidentale, une quantité formidable de troupes conventionnelles armées jusqu'aux dents, est-ce pour faire diversion par rapport à la République populaire de Chine ?

Bien sûr que non ! Les prétentions dominatrices de l'URSS sont de dimensions

planétaires, et à ce titre, elles font de l'Europe de l'Ouest un enjeu essentiel. D'ailleurs, tous les efforts d'expansion de l'Union soviétique s'inscrivent dans un objectif tout à fait clair : la mise en place d'un dispositif stratégique, lui permettant le moment venu, d'asphyxier l'Europe. En paralysant ses approvisionnements par le blocage des voies maritimes qui contour-

nent l'Afrique. En coupant à sa source le flux pétrolier qui vient du Proche Orient, en isolant grâce à la maîtrise des mers, l'Europe de l'Amérique.

Il y a certes tension en Asie où les ambitions régionales du Vietnam - fédération indochinoise incluant Laos et Cambodge sous sa coupe, visées sur certaines régions frontalières chinoises - coïncident avec celles plus vastes de l'URSS dont le contrôle du détroit de Malacca est une pièce-maitresse - point stratégique de la plus haute importance entre Pacifique et océan Indien, voie d'approvisionnement pour le Japon... Le foyer de cette tension est bel et bien, ici encore, l'hégémonie soviétique épaulant l'hégémonisme régional vietnamien. Et s'il y a un enjeu dans ce secteur, c'est bien l'indépendance de pays tels que le Cambodge et le Laos, la paix et la tranquillité pour tous les pays de cette région, dont la Chine. De ce point de vue, il est clair que la Chine est du côté des pays dont l'indépendance est menacée ; elle est parmi les pays dont l'intégrité territoriale est menacée ; dans cette région du monde comme dans le monde entier.

Au bout du compte, non seulement l'Europe n'est pas à l'abri de la menace soviétique, mais elle en est la cible centrale. Soustraire cette proie à la sphère de puissance des États Unis, telle est l'ultime convoitise des hégémonistes de Moscou. Il faut être Giscard pour ne pas le voir... ou pour faire semblant. Car l'estimé président nous assu-

re avec la clairvoyance de la taupe que « les dirigeants de l'Union soviétique sont des dirigeants attachés à la paix et qui n'ont aucunement l'intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest. C'est leur état d'esprit, je les connais. »

Plus, notre homme s'inquiète de tout ce qui pourrait porter à l'énerverment son ombrageux partenaire en matière de détente.

En fait, si l'on s'en tient à la réalité des faits plutôt que de se bercer d'illusions, quelle est l'attitude la plus préjudiciable à la défense de la paix ? Quelle politique enhardit les fauteurs de guerre, et nous mène droit à un nouveau conflit mondial ? Celle de la Chine qui refusant de se soumettre aux intimidations soviétiques, défend pied à pied avec intransigeance, sa souveraineté. Ou bien celle de Giscard (et d'autres en Occident) qui répondent aux grognements par des sourires et à la menace par des paroles d'apaisement ? Celle de la Chine qui travaille avec persévérance à la formation d'un vaste front pour résister à l'hégémonie ou bien celle de Giscard qui feint de croire aux intentions pacifiques de l'URSS en escomptant détourner vers d'autres la menace ?

A vous de juger. L'histoire, quant à elle, a déjà tranché. C'est il y a quarante ans lorsque Giscard s'appela Daladier et que de « non-intervention » en accord de Munich, il conduisit à la guerre les peuples d'Europe désarmés...

Pierre MARCEAU



## Prolétariat

Chine : la "démocratisation" ? avoir vingt ans aujourd'hui le centralisme démocratique



Prix - 14 F. Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de Prolétariat BP 32013213 - Marseille Cédex 1 CCP 2130 89 H - Marseille - Abonnez-vous un an : 52 F Abonnement de soutien : 80 F.

## Un projet du conseil des ministres de cette semaine

# « La formation en alternance » : à combattre d'urgence !

Suite de la page 1

production, pour la ponctualité.

Statut d'élève pour justifier l'absence ou la minceur du salaire, une mise à pied et le balayage de l'atelier au besoin.

Sans compter que ces formations en alternance, tout comme les stages Barre, et les contrats d'apprentis-

sage, dégonflent les taux de chômage.

### UNE RÉACTION EN CHAÎNE

Ce projet, s'il est adopté, va entraîner une réaction en chaîne.

Une bonne partie des élèves de LEP-CET seraient déviés vers la formation alternée. Les CAP tendraient à disparaître. La très grande majorité des enfants de travailleurs n'auraient plus droit à un enseignement débouchant sur un diplôme.

Les LEP-CET ne sont pas bien sûr la solution idéale. Ils reproduisent la division du travail manuel et intellectuel. Ils constituent bien évidemment le réservoir de main-d'œuvre pour le patronat.

Mais nous ne sommes pas à l'heure de rêver d'une école de classe, de la classe ouvrière qui mèlerait judicieusement théorie et pratique.

Nous devons choisir, soit rester indifférent à ce problème en disant que de toute manière les enfants des travailleurs seront sélectionnés, brimés, et rester donc indifférent au sort de la classe ouvrière et lui retirer par

conséquent un moyen de connaissance, soit nous battre pour que les LEP-CET soient maintenus, pour que la formation qu'ils dispensent demeure, car quelque petite et insuffisante qu'elle soit, elle reste néanmoins une formation.

Cependant, la disparition à plus ou moins long terme des LEP-CET n'aurait pas seulement d'incidence pour les élèves. Que deviendraient alors tous les en-

seignants et personnels administratifs de ces LEP ?

Alors, mettre en œuvre tout ce qui est possible pour stopper la marche de ce projet, oui, c'est urgent.

Les organisations syndicales d'enseignants et les syndicats ouvriers, les organisations de jeunes, les associations de parents d'élèves doivent se mobiliser contre cette formation, car tout le monde est concerné.

Nathalie VILLOTIERS

SFP

## Manifestation jeudi à Paris

J EUDI à 14 h, le personnel de la SFP s'est rassemblé à Beaubourg à Paris pour une nouvelle manifestation contre les licenciements et le démantèlement. Il y avait là beaucoup de monde; des délégations de province étaient là aussi. La manifestation, sous un froid très vif, n'a cessé de grandir au long du parcours qui devait conduire trois à quatre mille manifestants au Trocadéro. Visiblement, les passants étaient surpris de découvrir dans la rue ceux qui font tous les jours les émissions de télévision. En tête de la manifestation, de nombreuses pancartes portaient des photos d'émissions qui avaient connu du succès ou qui avaient été saluées pour leur très bonne qualité.

Les manifestants ont scandé très souvent des mots d'ordre de solidarité avec la sidérurgie. Des délégations des PTT, de la Sécurité sociale, des chantiers navals étaient présentes.

BOULEVARD Haussman, Paris, la grande porte en fer surmontée de deux drapeaux rouges, s'entrouve : « Si vous voulez rentrer, allez là-bas, voir X... ». Ici le filtrage est sévère : les grévistes de l'UAP qui occupent les immeubles de leur siège, n'entendent pas se laisser surprendre. A l'intérieur, de nombreux travailleurs et travailleuses, l'air détendu discutent entre eux. Les raisons de leur lutte ? Les bas salaires. Ici, 60 % du personnel touche moins de 2 600 F par mois. Des dactylos touchent 2 200 F net, certaines juste 2 000 F, sans parler des garçons d'étages, qui gagnent 1 890 F. Des salaires si bas, c'est la grève qui permettra de les découvrir. La travailleuse CGT qui me parlera de la situation avec un de ses collègues me montrera sa feuille de paye : au bout de sept ans d'ancienneté, juste 2 550 F par mois ! Et puis, il y a aussi la révolte provoquée par l'oppression capitaliste quotidienne. Ici, pour retrouver une grève de cette force, il faut remonter à 1953, à l'époque, elle avait duré trois semaines. Même la grève de 1968, à côté de celle d'aujourd'hui, est pâle. Et puis, ici aussi, comme dans la sidérurgie, la SFP, le CIC, etc, il y a des menaces de suppression d'emplois qui commencent à planer. L'UAP, un exemple de plus qui montre que, bouchée après bouchée, secteur après secteur, les capitalistes veulent « dégraisser » les effectifs. L'UAP un exemple de plus qui prouve que les travailleurs en grève se battent pour tous les travailleurs. Cela montre aussi la nécessité de l'unité et du soutien à ceux qui sont actuellement en première ligne de la lutte de classe. Voici l'interview de deux grévistes.

HR : Comment a démarré la lutte, quelles sont vos revendications ?

cats, les revendications (voir encadré) sont les mêmes. Dès le 19 janvier, de nombreux employés ont participé à l'action décidée par la

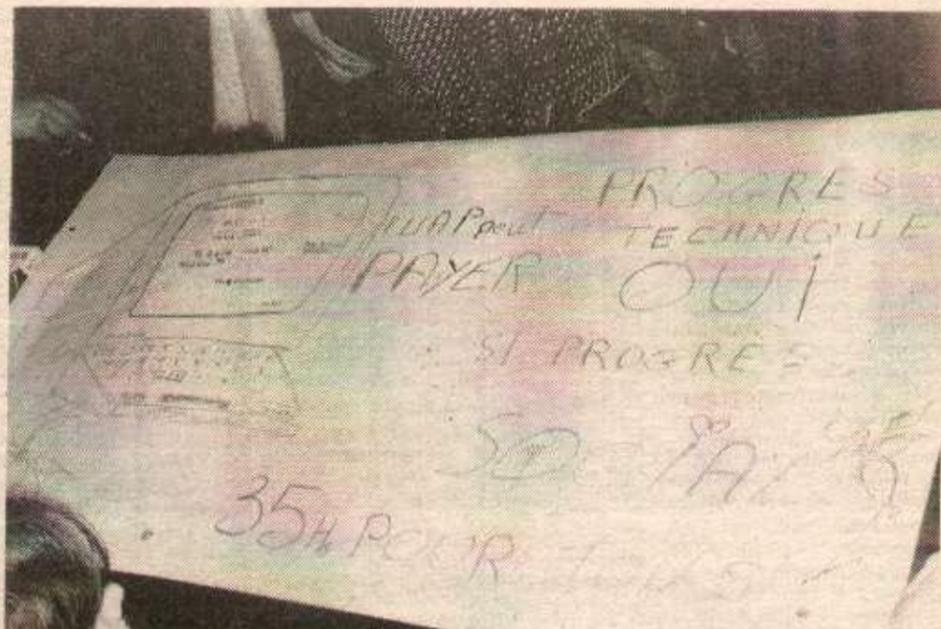
R : Pour tous les syndi-

## Des actions originales

Suite de la page 1

Les sidérurgistes de Denain et Longwy ont donné l'exemple. Un exemple de plus en plus suivi. Ces actions traduisent la volonté générale d'être efficace. Imaginez-vous ce que cela pourrait donner si toute cette détermination, cette volonté d'unité qui se manifestent dans tout le pays, étaient coordonnées, organisées sérieusement, étendues, dans les entreprises, là où on peut directement frapper les profits ?

Henri MAZERAU



## UAP : les primes d'assurances augmentent, les profits gonflent, les salaires baissent

# Y'en a marre !

### Interview de grévistes

fédération CGT puis l'unité syndicale avec la CFDT et ensuite avec FO et la CFTC a permis de développer l'action au niveau de Paris. L'UGICT et le SNAMAT se sont joints aussi au mouvement. C'est cette unité qui a peut-être un peu forcé les fédérations... Dès le départ, l'objectif était de rassembler un maximum de gens. Puis il a fallu se compter, voir combien allaient participer à l'action.

**HR : Comment avez-vous fait ?**

R : En votant. A tout moment, ce sont les gens eux-mêmes qui ont déterminé quelle action on allait mener et comment la mener. Au départ, ça a été deux heures de débrayage et le ralentissement de la production. On passait dans les services avec les grévistes. S'est posée la question de faire une journée ou une demi-journée. Les avis étaient très partagés. Au niveau de l'intersyndicale, on a été obligé de faire une synthèse et de voir ce qui pouvait rassembler le maximum de gens, toujours dans l'optique d'aller plus loin, de durcir le mouvement. Compte tenu des bas salaires, les gens pensaient qu'ils ne pourraient pas faire face, et étaient pour une action minimum. Alors on a opté pour les deux heures reconductibles. Puis la lutte est devenue l'affaire de tout le personnel qui fait lui-même ses affiches, ses banderoles. On n'avait jamais vu ça.

**HR : Les réactions de la direction ?**

R : L'intransigeance. Elle

se retranche derrière la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurance) qui, elle, prévoit 0,80% d'augmentation à titre de rattrapage de 1978 et d'autres miettes. L'UAP est nationalisée. Les patrons nous disaient : « On ne peut pas augmenter, il y a la FFSA » (fédération patronale) mais en fait il nous racontaient des bêtises parce que trois de nos collègues sont à la commission exécutive de la FFSA.

R : Ce qui a donné aussi de la force au mouvement, c'est que la direction du GAN (autre groupe d'assurances) a été contrainte de lâcher un peu : un jour de congé supplémentaire, l'augmentation de la prime de scolarité, de garde d'enfant, le salaire d'embauche qui est passé de 2 050 à 2 300 F je crois.

Chaque fois qu'on a fait une prise de parole, on a mis en avant les problèmes d'emplois. Ce qui touche certains groupes, tels VIA ça va se produire ici aussi. Aujourd'hui, ici, compte tenu des nouvelles méthodes de travail, de l'informatisation, la direction estime que sur la région parisienne, elle a 300 personnes de trop. Dans un comité central d'établissement, la direction a refusé de s'engager sur la garantie de l'emploi. Elle ne peut plus compter sur les départs naturels, et commence à faire pression sur les gens pour qu'ils signent leur lettre de démission.

**HR : Quelle est sa tactique pendant la grève ?**

R : Elle essaye de diviser grévistes et non-grévistes.

tes, avec l'appui de la CGG. Les cadres font signer aux non-grévistes de leurs services sur n'importe quel bout de papier des déclarations disant qu'ils n'ont pu rentrer à cause de la fermeture des portes, qu'ils ne veulent pas faire grève. Actuellement une note de la direction annonce aux non-grévistes qu'ils ne perdraient pas leurs salaires.

**HR : Quelle est votre tactique envers les non-grévistes ?**

R : Tous les matins, on fait une assemblée générale dans la rue, où ont les convoque. On discute avec eux. Quelques uns nous ont rejoints. Depuis le début notre objectif, c'est de gagner le maximum de collègues. On a tous les mêmes revendications, les mêmes difficultés. Et à l'heure actuelle la plupart des grévistes se retrouvent chez ceux qui sont le plus bas dans la hiérarchie, c'est-à-dire ceux qui ont le plus de difficultés : bas salaires, enfants à charges, etc.

**HR : Comment organisez-vous la grève ?**

R : C'est chouette. Auparavant, dans les services, les gens parlaient peu, parce qu'il y avait les chefs, ou ceci ou cela. On ne connaissait pas les personnes qui bossaient à côté si on avait pas affaire à elles. C'était l'isolement entre services et employés... Une chose a été libérée maintenant. Tous le monde se connaît, on s'appelle par nos prénoms. Les gens discutent, tapent le carton, s'organisent eux-mêmes avec des responsables d'immeubles qui sont continuellement

en contact pour faire échec aux provocations ; notamment un inspecteur d'assurance a brisé une vitre jeudi. On se serre les coudes. Il y a de nombreux débats ; sur la grève, les problèmes de société, l'homosexualité, etc.

On s'est aperçu que les gens ont envie de communiquer, de discuter. Sur ces relations qui se développent entre nous, la direction ne pourra pas revenir.

**HR : Que faites-vous pour la popularisation de la grève ?**

R : Au niveau spectaculaire, la presse n'en a pas suffisamment parlé, parce que ça tombait lors de la journée du 16 dans la sidérurgie, on a bloqué le circulaire de la défense. On était 2 300 de l'UAP, chose jamais vue. A Marseille, on sait qu'une succursale est en grève. On est un peu la locomotive de ce qui se passe dans les assurances. On sent la tension monter. Cet après-midi, (c'est-à-dire mercredi), on a appris qu'aux AGF, ça bougeait. Une délégation des copains de la « France » est venue nous voir quand ils sont passés en manifestation devant chez nous et nous ont dit : « Nous aussi ça y est on se bat ». Il y a aussi la « Foncière », le groupe « VIA » partiellement occupé, la « Préservatrice », en grève depuis dix jours.

**HR : Du côté de la syndicalisation, quels problèmes rencontrez-vous ?**

R : Dans les assurances, la CGT est majoritaire, mais le taux de syndicalisation est quand même faible. Aujourd'hui, les gens prennent

leurs responsabilités. Avant le syndicat, ce n'était pas leur affaire. Les années précédentes, on entendait : « Comment ça se fait qu'on obtient rien ? Les délégués, qu'est-ce qu'ils foutent ? S'il n'y a rien, c'est la faute aux délégués, parce que c'est des cons face aux patrons, etc. ». Aujourd'hui cette mentalité-là change.

**HR : Ici la majorité du personnel, ce sont des travailleuses ?**

R : 60 % du personnel est féminin. Et plus on monte dans la hiérarchie, moins il y a de femmes. Elles se sentent remontées, parce que je vais te dire qu'elles subissent dix fois plus l'exploitation que les hommes dans l'entreprise. Les attachés de direction prônent une politique vraiment dégueulasse. Des cadres qui disent « une femme n'a pas de promotion parce qu'elle peut avoir des enfants, donc parce qu'elle aura des enfants, elle manquera ». Une femme, quand elle est enceinte, on lui donne pas de

« biennale » (augmentation donnée tous les deux ans). Puis souvent on donne aux femmes les boulots les plus dégueulasses. Il y a un service où les femmes compostent toute la journée. Toute la journée, elles appuient sur un composteur ! Quand elles reviennent d'un congé maternité, dès fois, on les balance de leur ancien service. Elles se retrouvent dans celui qu'on appelle « service d'intervention administratif » dont le directeur disait lui-même « on y met les bras cassés » ! Dans cette grève, les femmes prennent leurs responsabilités. De ce côté, je pense que de manière générale il n'y a pas plus de problèmes pour les hommes que pour les femmes. Il y a des hommes qui disent : « Je ne peux pas venir la nuit, parce que ma femme ne veut pas » ou qui parlent le plus souvent de la garde des enfants. Moi, j'ai vu des femmes qui pour venir occuper se payaient une nourrice pour garder le gosse pendant la nuit.

### Les revendications des grévistes

- Salaire d'embauche pas inférieur à 2 600 F
- Revendication pour la durée du travail
- 400 F d'augmentation pour tous
- 1 000 F au titre du rattrapage du pouvoir d'achat pour 1978

Pour populariser leur lutte, entre autre, ils ont :

- Diffusé 100 000 tracts
- Ils organisent un bal de soutien, vendré di 2 mars à partir de 21 heures à Montreuil. Salle du Parc Montreuil, métro Mairie de Montreuil, puis bus 122 arrêt : Parc Montreuil.

IMPOTS-PULAIRES (2)  
Impôts sur le revenu

# Les gros, les moins taxés

**N**OUS avons constaté hier comment l'impôt sur le revenu comme tous les autres impôts accentue les inégalités. Certes le gouvernement nous chantonne à l'oreille le doux refrain des abattements, dont nous pouvons bénéficier (enfants à charge, frais professionnels, etc). Ces attentions ne sont en rien comparables à la sollicitude du gouvernement pour le patronat : il feint de croire les patrons malades et donc dans l'impossibilité de payer autant d'impôts que les travailleurs.

Semblable à une infirmière zélée, le gouvernement entoure le patronat de bienveillance, le couvre de bouillottes chaudes, le gave de tisanes sucrées. Mais qui paie les soins attentifs du gouvernement pour le patronat ? Les travailleurs. Ils paient plus d'impôt sur leurs revenus, que les sociétés n'en paient sur leurs bénéfices, ces deux impôts étant regroupés dans les recettes fiscales de l'État sous la rubrique générale « impôt sur le revenu ».

Mais bientôt révoltée par de tels propos, la voix des pouvoirs publics s'élève et s'écrie : « Vous exagérez ! De nombreux Français sont dispensés d'impôts ». Et d'avancer les chiffres suivants en 1976 étaient imposables : 32 % des personnes seules, 29 % des ménages sans enfants, 19 % des ménages avec un enfant, 13 % des ménages avec deux enfants ; 7 % des ménages avec au moins trois enfants.

Bien sûr, il existe forcément de très nombreuses personnes qui sont dans l'incapacité de payer des impôts, comme les personnes du troisième âge qui ne perçoivent que les allocations gouvernementales. Mais on ne serait pas étonné que ces chiffres avouent qu'un grand nombre de contribuables (à revenus très importants de préférence) bénéficient largement d'exonérations, d'abattements fiscaux.

## LES GOSSÉS DE RICHES ONT PLUS DE BESOINS !

La base de l'impôt sur le revenu dit progressif, est celle du quotient familial. Le contribuable divise son revenu imposable par le nombre de parts du ménage. Un couple avec un enfant aura droit à deux parts et demie, une pour le mari, une pour la femme et une moitié pour l'enfant à charge.

Cette famille, en 1977, gagnait 3 000 F par mois, selon le quotient familial, 79 F leur a été déduit pour chaque mois de leurs impôts sur leur revenu.

Autre exemple : cette famille ne touche plus, en 1977 3 000 F, mais 30 000 francs par mois. Alors selon le quotient familial, ce n'est plus 79 francs qui leur a été déduit mais 1 040 F pour chaque mois qui leur a été déduit de leurs impôts sur le revenu.

Ce quotient familial ne remet donc pas du tout en question l'inégalité des ressources au contraire.

Par ailleurs, les charges déductibles du revenu avant imposition ne peuvent profiter qu'aux très hauts revenus, mêmes les sources officielles l'attestent : « Les charges déductibles de l'impôt sur le revenu entraînent une diminution d'impôt moyenne de 567 F par an pour les cadres supérieurs, de 495 F pour les professions indépendantes, mais seulement de 50 F pour les ouvriers et de 23 F pour les salariés agricoles ».

C'est ce qu'on appelle tendre le bâton pour se faire battre.

## ON NE PRETE QU'AUX RICHES

Par ailleurs, la conception même de l'imposition des professions libérales est très lâche.

En 1977, le ministère des Finances estimait le bénéfice moyen de l'année 1976 à 317 620 F pour les notaires ; à 240 000 F pour les chirurgiens ; à 228 000 F pour les électro-radiologistes ; à 160 000 F pour les experts-comptables ; à 751 000 F pour les architectes urbains, etc.

Mais le bénéfice peut, dans la réalité, être supérieur à cette moyenne. En fixant le quota, le ministère des Finances reconnaît ainsi qu'une partie des bénéfices de ces professions libérales peut échapper à l'imposition. A-t-il adopté la même attitude vis-à-vis des revenus des employés ou des ouvriers par exemple ?

Bien sûr, il n'est pas question pour nous de désigner du doigt le médecin de quartier ou le petit artisan comme les bénéficiaires du système d'imposition. Ils exercent certes une profession libérale mais le dénominateur commun avec les autres corps indépendants s'arrête là. Ce n'est ni le médecin de famille ni le cordonnier qui exportent leurs fonds dans la principauté de Monaco ou qui ouvrent des comptes à numéros en Suisse.

## MORT ET IMPOSE !

En revanche, les travailleurs doivent déclarer tout leur salaire. Toutes les primes, les pensions qu'ils perçoivent dans le domaine de la santé, les congés-maladie, d'accident, de maternité : à

déclarer. Les vacances, congés payés, les chèques vacances : à déclarer. Dans le domaine du travail, primes de nuit, de pénibilité, de risque, à déclarer.

Le moindre petit revenu doit être déclaré, rien ne reste dans l'ombre, les prestations, versées par l'employeur au travailleur sous les drapeaux, les pourboires versés par l'employeur.

Cynique jusqu'au bout des ongles, le gouvernement impose même les pensions d'invalidité suivies par les régimes de Sécurité sociale pour un accident ou une maladie qui n'ouvrent pas droit à une réparation ! Il impose les morts. Il peut obliger les héritiers, le veuf ou la veuve à déclarer, dans les six mois, les revenus du défunt, l'année de sa mort.

Et les chômeurs bénéficient-ils d'une grâce ?

Non. Ils paient des impôts sur leurs revenus avant leurs licenciements, sur leurs préavis, puis sur les ASSE-DIC et les allocations complémentaires de chômage.

Nathalie VILLOTIERS et Catherine LEMAIRE



## Vie syndicale

### Préparation du 38e Congrès de la CFDT

## Les amendements affluent

**V**OICI un intéressant petit extrait de l'hebdomadaire *Nouvelles CFDT* du 16 février dernier, concernant la préparation du 38e congrès confédéral de la CFDT :

« La commission des résolutions s'est réunie les 12, 13 et 14 février. Elle a eu à traiter d'un nombre impressionnant d'amendements aux avant-projets de résolution déposés par les syndicats. Qu'on en juge !

— **Politique d'action CFDT pour trois ans : 1 058 amendements.**

— **Structures et fonctionnement démocratique : 365 amendements ;**

— **La politique internationale de la CFDT pour les trois ans à venir : 93 amendements ;**

— **Charte financière, cotisations, fonds immobilier, CNAS : 105 amendements.**

Soit au total : 1 621 amendements regroupés.

Il convient d'ajouter les motions diverses, au nombre de 23.

Les propositions de la commission des résolutions seront soumises au Bureau national qui se réunira les 21 et 22 février. On y lit de plus que le

bureau national aura à : « Décider du nombre d'amendements à débattre par thème, (...) sachant qu'il faut compter au minimum 30 minutes pour la discussion d'un amendement »

— Désigner la commission de vérification des pouvoirs composée de 7 membres et pour laquelle nous avons reçu 7 candidatures,

— (...) — Examiner les demandes de modification à l'ordre du jour présentées par les syndicats et qui sont au nombre de 13 ».

1 621 amendements, 23 motions diverses, 13 demandes de modification à l'ordre du jour : voilà qui montre que ce congrès suscite discussion chez nombre de militants ! A 30 minutes par amendements, il en restera bien peu au congrès pour refléter ce débat !

Les militants, eux, n'auront pas le douloureux privilège (que se réservent les organismes dirigeants) d'avoir à prendre connaissance de tous ces amendements. Ils ne verront que les « meilleurs »...

Gilles CARPENTIER

## CULTUREL

### Djamila

(Poème d'une hospitalière dédié à une enfant algérienne morte d'un ostéosarcome.)

Elle avait des yeux d'espace  
Dans un corps baigné d'angoisse  
Elle avait l'âge des rires et des culbutes  
Mais le mal poursuivait son chemin,  
La privant des jeux de gamins.  
Elle portait l'interrogation inquiète  
De ceux-là ayant vécu et sachant déjà  
La vie pressée, l'heure courte  
Celle que l'horloge arrête là...  
Au fond d'elle l'inquiétude et le doute  
Les mêmes qui parfois nous tenaient, nous hantent  
Pourtant le fusillé sourit sous les balles  
Mais l'immigré souffre et a mal  
Le chômeur perd aussi sa dignité  
La femme cherche son identité  
Le travailleur subit son exploiteur  
Alors la révolte sourde gronde  
Chez lui, auréole de la route droite  
Chez ton frère de sang, couleur de peau  
Chez toi qui porte fière la tête  
Chez elles qui enfantent le monde nouveau  
Chez nous qui en seront les géniteurs  
Nous le bâtissons sans mesquins ni médiocres ni rapaces

Avec les sans-joie, les humbles, les délaissés  
Et de survivre bientôt nous allons pouvoir vivre  
Nous allons laisser le fruit s'épanouir  
Et de la fleur apprendre les plaisirs  
Le repos c'est l'eau, la forêt  
La rivière et les sommets  
Le théâtre c'est Octobre  
La musique est dans l'arbre  
Le cinéma a les yeux  
Sombres et ton regard clair  
La voix c'est la nôtre  
Chantons pour celles et ceux  
Femmes, hommes, jeunes et vieux  
Défavorisés, opprimés par les dieux  
Des quatre pattes ancestrales nous nous sommes relevés

La longue humanité marche après escale s'est élevée  
Le tracé est long restant à faire encore  
La liberté est avec ceux qui ne désespèrent  
Chuchotant : connais, comprend, aime...  
Pour atteindre la berge tenons toujours la rame  
Parfois la vague nous submerge  
Le rivage est loin couvert de plénitude  
La solitude n'est pas notre refuge  
La justice sera notre béatitude  
La Vérité n'est pas entière  
Djamila  
Elle est révolutionnaire

## Champagne-Ardenne Les cheminots avec les sidérurgistes

**L**E gouvernement et le patronat, poursuivant leur entreprise de démantèlement de la sidérurgie, annoncent 20 000 licenciements dans ce secteur.

Cette décision a créé un profond émoi parmi les travailleurs du Nord et du Nord-Est qui ont engagé l'action pour faire échec à cette grave menace.

Un tel démantèlement est également très lourd de conséquences pour les cheminots de ces régions et de leur trafic, consacré à la sidérurgie. Il fait peser un grave danger sur toutes les filières par la réduction d'activités qui s'en suivraient.

Pour nous, cheminots sparnaciens (\*), cette diminution de trafic sur l'axe Epernay-Longwy aura des répercussions, lourdes de conséquences pour tous les services (gares, triages, dépôts, visite, établissement du matériel, section de la voie).

Pour la région de Reims, nous pouvons dire sans nous tromper que les dépôts de Châlons-sur-Marne, Mohon, Reims, l'entretien de Châlons-sur-Marne, les triages de Lumes, de Châlons-sur-Marne, d'Epernay, l'atelier-magasin de St-Dizier et l'atelier d'Epernay vont subir de sérieuses difficultés si la réaction des cheminots ne se fait pas sentir.

S'agissant directement de leur avenir, les cheminots ne peuvent donc pas rester en dehors de l'action nationale des travailleurs de la sidérurgie.

Extraits d'un tract CGT-UFCM CGT-CFDT-FMC d'Epernay)

Note : Une motion a été remise auprès de la direction de chaque service le 16 février à 10 heures, jour de la grève générale dans la sidérurgie.

(\*) Sparnacien : habitant d'Epernay.

## Gennevilliers Ali Dhif doit rester

**A**LI Dhif, jeune Algérien, est né en France. Il y a toujours vécu et travaillé. Il a deux enfants français. En 1974, après de petits délits, il est condamné à de légères peines de prison. Au sortir de prison, il passe devant la Commission d'expulsion. Un arrêté d'expulsion est pris contre lui le 22 avril 1976. Ce n'est que trois ans plus tard, en novembre 1978, qu'il sera pris dans un contrôle de police, emmené au commissariat où il reçoit la notification officielle de l'arrêté.

Aussitôt un large mouvement de soutien se crée autour d'Ali. Après de nombreuses réunions, pétitions, interventions auprès de la préfecture et du ministère, le ministère accorde un sursis de trois mois.



Une photo de la lutte des ouvriers des Etablissements Gabriel à Lyon

Ce sursis est une victoire, mais il ne règle pas la situation de fond. Avec la motion « S » sur le récipissé signifiant « sursis », Ali ne trouve pas de travail. Ce sursis peut ne pas être renouvelé. Le 3 mars, date de son expiration, et tous les trois mois jusqu'à sa régularisation éventuelle, Ali risquera de recevoir une nouvelle notification d'expulsion.

Et maintenant, on l'incolpe une nouvelle fois pour « infraction à la législation sur la police des étrangers ». Ceci est grave. D'abord parce que Ali risque une nouvelle peine et donc une nouvelle expulsion. Ensuite parce que ceci montre que la préfecture et le gouvernement ne tolèrent pas que l'on mobilise pour empêcher une expulsion. Une telle inculpation basée sur un texte de loi qui se trouve rarement appliqué signifie, pour le gouvernement et la préfecture, que le cas d'Ali est un enjeu, une épreuve, un exemple. Ils veulent montrer que la résistance à sa politique d'expulsions est vouée à l'échec, impossible, que la mobilisation est inutile.

Nous devons donc relever ce défi. Il faut démontrer précisément le contraire. Derrière Ali, il y a des centaines de milliers d'immigrés qui, par un biais ou un autre, vont se trouver expulsés, poussés au retour par un gouvernement de plus en plus arrogant et arbitraire.

Comité de soutien Ali Dhif  
Chez la maison des jeunes des  
Aguettes - 16, rue Julien Mocoquart  
Gennevilliers

## Hauts-de-Seine Les employés des ASSEDIC aux chômeurs

Communiqué de presse

**P**OURQUOI attendez-vous deux mois pour percevoir vos premières allocations ASSEDIC ? Pourquoi les conditions d'accueil à l'ASSEDIC des Hauts-de-Seine sont-elles si mauvaises ?

Quelques explications :

- 20 % environ d'augmentation du chômage en un an dans les Hauts-de-Seine !

- Effectifs bloqués à l'ASSEDIC.  
- Recours systématique aux vacataires et aux intérimaires qui, au bout de quelques mois, rejoignent les rangs des chômeurs (l'ASSEDIC fabrique ses propres chômeurs).

Les sections syndicales avec l'ensemble du personnel de l'ASSEDIC des Hauts-de-Seine réclament des embauches définitives et se voient opposer un refus systématique de la direction.

Les sections syndicales des ASSEDIC  
Hauts-de-Seine le 28 février 1979  
CFDT, CGT, FO, CGC

## Syndicat des artistes

### Une position sur les licenciements à la SFP

**U**NE dizaine de syndicats d'écrivains, auteurs, réalisateurs, interprètes et créateurs de la télévision avaient convoqué leurs adhérents à une réunion commune le mercredi 21 février, au théâtre de la Renaissance (Paris 10<sup>e</sup>).

Une plate-forme unitaire, traitant essentiellement de problèmes catégoriels appelait à cette réunion. Jusqu'à 250 personnes ont assisté à cette réunion à la fin de laquelle fut adoptée une motion lue par Daniel Gélin, qui, au nom du comité de liaison syndical, déclara

que les licenciements à la SFP n'étaient pas inévitables et représentaient une attaque vis-à-vis du service public.

Une négociation avec le gouvernement et les organismes de tutelle était réclamée sur :

- Un plus grand volume de production de films de télévision ;

- Une production de qualité pour le cinéma français (dans le cadre du service public) ;

- Un maintien et une rénovation des outils de travail ;

- Un cahier des charges respecté et amélioré ;  
- Une révision de la politique audiovisuelle du gouvernement.

En cas de refus ou de dérobade du gouvernement « tous les moyens d'action unitaires possibles étaient envisageables pour les jours qui viennent ».

L'énoncé de cette motion a été suivi de diverses réactions dans la salle avant le vote. Sur 200 votants, il y eut une quinzaine de « contre » et autant d'abstentions.

Les interventions étaient dues principalement au fait

que la grève n'était pas mentionnée explicitement comme moyen d'action dans la motion et que la réunion était plutôt un constat d'états-majors syndicaux qu'un lieu de débat pour les syndiqués, concrétisant l'unité difficile des divers syndicats et surtout sensible à la « production audiovisuelle de qualité et française ».

Cette motion est surtout un texte de conciliation des diverses organisations représentées comme elles l'ont reconnu elles-mêmes.

## BLOC-NOTES

SIDERURGIE Quelle cible à nos luttes ?

**L'Humanité Rouge**

**TCHÉCOSLOVAQUIE**

Face à l'URSS, quelle opposition ?

Entretien avec Jiri Pelikan



Le No 49 de l'Humanité rouge bimensuelle est paru.

Il comprend :

- Une interview de Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central de Tchécoslovaquie. Il apporte son témoignage de militant engagé pour l'indépendance nationale de son pays pour le respect des droits de l'homme.

- Un article sur la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes.

- Yves Lepic démonte la propagande chauvine du PCF à propos de la sidérurgie.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge bimensuelle à BP 61 - 75861 Paris Cédex 18 - CCP 30226 72 D - La Source.

PARIS

Réunion-débat pour le soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe.

Cette réunion organisée par le comité Zimbabwe aura lieu le vendredi 23 février à 20 h 15 à la salle de PAGECA, 117, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup> - Métro Alexandre Dumas.

Avec la participation de Frédéric Shava, représentant de la ZANU en Grande-Bretagne. Présentation des films « Chimbo » et « Voici nos armes ».

Initiative soutenue par le centre d'information sur le Mozambique, l'OCFml, le PCML, le PCRml et l'UCFMI.

PARIS XVIII<sup>e</sup>

Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures - Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'Or (métro Barbès ou La Chapelle).

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18<sup>e</sup>.

ANGERS

Troupes russo-vietnamiennes hors du Cambodge.

Cette réunion publique aura lieu à Angers le vendredi 23 février à 20 h 30 - Salle Bellefontaine. Y participeront Annie Brunel et le comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Réunion soutenue par l'OCF-mi, le PCRml et le PCML.

Abonnez-vous à

**L'Humanité rouge**

quotidien révolutionnaire

des travailleurs

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.....  
PRÉNOM.....  
Lieu de travail.....  
Adresse.....  
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

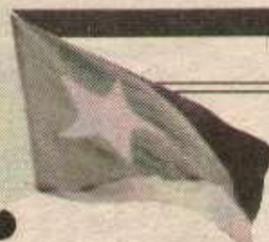
**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10 (répondeur) .

Directeur de publication : André Druesse  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1<sup>er</sup> trimestre 1979

**ERYTHREE**

**Les officiers soviétiques sont bien là !**

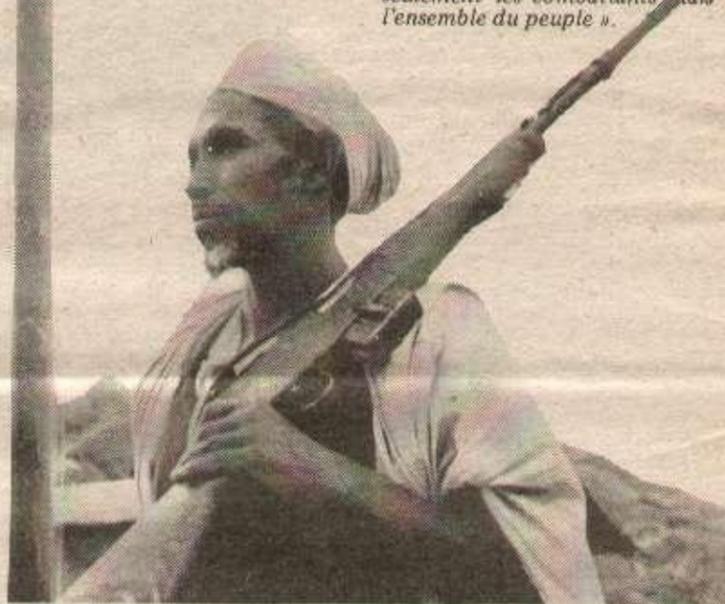


principales du Sahel, à la frontière avec le Soudan pour couper nos lignes d'approvisionnement avec le Soudan. Après de lourds combats, nous avons réussi à empêcher ces tentatives. Nous avons pris une grande quantité d'armes, à l'ennemi ainsi que des chars et de l'artillerie lourde. Les Russes soutiennent les Ethiopiens dans tous les domaines : l'organisation et la conduite des combats, la logistique, les bombardements avec les Mig 21 et 23, l'artillerie... La participation des Russes ne peut plus être niée. A cause de cela la guerre a pris un autre caractère. Ce n'est plus une guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée, mais bien entre l'Union soviétique et l'Erythrée.

L'Ethiopie n'aurait jamais été capable d'utiliser de telles quantités d'armes. Ce n'est que par l'entremise de l'Union soviétique que l'Ethiopie a pu transformer la situation en Erythrée en occupant quelques unes de nos positions stratégiques. Ils utilisent le napalm, des gaz toxiques et d'autres armes de destruction pour exterminer notre peuple. Ils bombardent sans discernement les régions peuplées des territoires libérés. Ces bombardements ne visent pas seulement les combattants mais l'ensemble du peuple.



L'armée russe participe directement à la guerre contre le peuple érythréen. Toutes les dernières opérations ont été dirigées par des généraux soviétiques. Sur la photo, des officiers du corps expéditionnaire russe avec des Ethiopiens.



**L'**Érythrée, c'est une nation grande comme trois fois la Belgique, située sur les bords de la mer Rouge. C'est une ancienne colonie italienne, confiée en 1952 par l'ONU « en tutelle » à l'Éthiopie, mais purement annexée depuis. L'Érythrée, c'est un peuple qui se bat depuis vingt-trois ans les armes à la main pour son indépendance, qui a dû affronter d'abord l'Éthiopie impériale d'Haïlé Sélassié soutenue par les Américains et qui doit affronter aujourd'hui l'Éthiopie de Mengistu, soutenue par Moscou.

L'Érythrée, ce sont plusieurs milliers de soldats russes, allemands de l'Est et Tchèques, avec leur aviation, leurs bombes au napalm et leur artillerie qui participent directement à la tentative d'écrasement de la lutte de tout un peuple pour son indépendance et sa liberté.

L'Érythrée, c'est la première « sale guerre » impérialiste dans laquelle l'armée russe s'embourbe directement face à une guerre populaire...



Les femmes constituent environ 20 % de l'effectif de l'armée populaire et marquent une présence autonome organisée dans les villes et les villages libérés. C'est une des particularités de la révolution érythréenne par rapport au reste de l'Afrique. Un nombre jamais vu de femmes combattantes sont intégrées de plein droit à l'armée et ne constituent pas de simples détachements de parade. Une armée de jeunes femmes, l'arme à l'épaule conduit aussi un immense travail de formation politique et culturel dans les territoires libérés. Elles organisent les femmes entre elles enseignent à lire, à manier les armes, et expliquent aux autres femmes la nature de la double oppression dont elles sont victimes. Oppression de la société coloniale et oppression traditionnelle des hommes sur les femmes



Un mot d'ordre clé de la révolution érythréenne : l'auto-suffisance. C'est en comptant principalement sur leurs propres forces que les combattants et le peuple érythréen luttent pour l'indépendance. Les combattants participent également à part entière à la production agricole pour ne pas être une charge pour la population.

Ermas Debassai, membre du comité central du Front populaire de libération de l'Erythrée donnait récemment une interview au journal marxiste-léniniste autrichien *Klassenkampf*. Il y parle de la grande offensive dirigée personnellement par des officiers soviétique et qui a débuté le 20 janvier par un débarquement au nord de l'Erythrée : « L'approvisionnement des troupes se fait par des bateaux russes via Marsat Morbut. Le but de l'opération est de pénétrer dans la province du Sahel, car cette province est notre plus grand territoire libéré et notre point d'appui principal. Ils veulent prendre les villes

Le Front populaire de libération de l'Erythrée a réalisé, pour populariser sa lutte, un film : « Sawrana ». Ce film d'une heure trace l'histoire de la lutte du peuple érythréen, ses victoires lors de l'année 1978 et se termine par l'agression soviétique contre le peuple érythréen. Pour se procurer ce film, contacter le FPLE, 50, rue du Faubourg Saint-Antoine - 75012 Paris.

**Meeting de solidarité avec le peuple érythréen**

Avec la participation du Front Populaire de Libération de l'Erythrée et la projection du film «Sawrana» (Notre Révolution)

Mercredi  
28 février, 20h30  
Mutualité Salle B